



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CHS Novillars

Besançon, le 27 février 2023

Le 7, le 8, le 9 et tant qu'il faudra : grève générale pour nos retraites !

La réforme des retraites arrive au Sénat ce mardi. Un sénat qui avait l'habitude, depuis quelques années, de voter chaque automne le principe du recul de deux ans de l'âge de la retraite, mais sans que cela se concrétise jusqu'ici. Autant dire qu'il n'y a rien à en attendre, pas plus que des séances théâtralisées à l'Assemblée nationale. Le mardi qui compte, c'est celui de la semaine prochaine, le 7 mars. Car pour faire reculer ce gouvernement, c'est sur notre mobilisation qu'il faut compter.

Les unes après les autres, les grandes entreprises annoncent leurs profits historiques de 2022 : 2,2 milliards à la SNCF, 17 milliards chez Stellantis et même 36 milliards pour Total. Mais il n'y a pas d'argent magique : ces profits record sont le pendant de nos fins de mois difficiles. Ils viennent des prix qui s'envolent pendant que nos salaires restent au sol.

Travailler moins pour vivre plus

Ces richesses, produites par notre travail, pourraient servir à bien des choses utiles, plutôt que s'accumuler dans les caisses des actionnaires. À commencer par augmenter les salaires, comme l'exigent de nombreux travailleurs, à l'image de ceux de Safran Electrical & Power, à Mérignac, en grève depuis trois semaines pour 200 euros d'augmentation. Mais aussi à réduire le temps de travail, pour ne pas y laisser notre santé pendant que quatre millions de personnes restent au chômage. Et également à nous assurer une retraite digne de ce nom, en partant à 60 ans ou après 37,5 années de cotisation.

À l'heure où les grandes fortunes explosent, la retraite à 64 ans est une véritable provocation. Mais ce sont aussi tous les reculs passés qui posent problème, en particulier ces 43 années de cotisation imposées par le gouvernement Hollande, dont Macron avance le calendrier. Une telle durée revient de fait à repousser l'âge de la retraite, ou à amputer les pensions pour ceux qui n'arrivent pas au bout.

« Vous voulez une infirmière de 64 ans ? »

Après cinq journées massives de mobilisation depuis janvier, la grève du 7 mars s'annonce très suivie. L'opposition à cette réforme est générale dans la population. Macron l'a encore constaté lors de sa déambulation au salon de l'agriculture, interpellé à de multiples reprises par des salariés en colère, dont une infirmière.

Nous pouvons faire reculer Macron

L'intersyndicale appelle à « mettre la France à l'arrêt » le 7 mars. Cela veut dire la grève partout, la plus massive possible, et aussi montrer notre force en manifestant par millions dans les rues. Cela nous convaincra qu'il est possible de continuer le lendemain, comme dans les secteurs où les travailleuses et travailleurs se préparent à une « vraie grève », qui dure. C'est maintenant cela qu'il faut construire, en nous organisant à la base, en faisant des piquets de grève et des assemblées sur les lieux de travail, comme à l'échelle interprofessionnelle.

Beaucoup discutent d'un « blocage du pays », c'est notre grève à toutes et tous qui peut l'imposer. Pas seulement dans les secteurs les plus visibles, ceux qui perturbent les usagers, mais partout : une vraie grève générale, qui attaque les patrons au portefeuille par tous les côtés. Combien ceux-ci sont-ils prêts à perdre de journées de travail, qui leur rapportent bien plus qu'à nous ?

Alors le 7 mars, il faut en être, et aussi le lendemain, pour la retraite et pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, une lutte qui nous concerne toutes... et tous ! Les femmes sont les premières victimes du recul de l'âge de la retraite, elles qui ont déjà les pensions les plus basses. Alors oui, ces luttes sont liées. Et le 9 mars on continue, les organisations de jeunesse appellent à leur tour à la mobilisation. Plusieurs fédérations syndicales appellent déjà à reconduire la grève.

Pour le retrait de la réforme Macron et le retour à la retraite à 60 ans, et pour l'augmentation générale des salaires, préparons-nous à faire plier Macron et le patronat par la grève... jusqu'au retrait !

Manifestations à Besançon : les 7 et 8 mars, 14 heures place Battant

Assemblée générale le 2 mars à 13 heures 30

Le syndicat Sud appelle à une assemblée générale jeudi 2 mars à 13 heures 30 pour échanger sur le mouvement contre la réforme des retraites. Une occasion de discuter et de préparer la journée du 7 mars. Soyons nombreux, car il est important d'empêcher de passer cette réforme particulièrement désastreuse pour les travailleurs.

Après un an de guerre, à qui profitent les crimes de Poutine ?

100 000 morts ou blessés de chaque côté parmi les troupes et plus de 20 000 morts parmi les civils ukrainiens, des infrastructures vitales ravagées sur tout le territoire, des millions de réfugiés, des milliers d'opposants russes emprisonnés ou exilés : le bilan de la guerre de Poutine est terrible.

Les grandes puissances américaine et européennes, dont la France, ne sont pas belligérantes mais profiteurs de guerre. Leur soutien à l'Ukraine est hypocrite : elles n'ont jamais eu la moindre considération pour les peuples, qu'ils soient africains, asiatiques ou européens. Elles utilisent l'agression de Poutine pour avancer les pions de leurs grands groupes capitalistes dans le monopoly international de la concurrence et font peser tous les coûts sur le monde du travail : hausses des prix et profits records !

C'est partout l'augmentation des budgets militaires – et toutes ces commandes d'engins de mort n'iront pas à l'armée ukrainienne, loin de là ! En Ukraine et ailleurs, la concurrence économique menace toujours de se transformer en affrontement militaire.

Notre solidarité va aux Ukrainiens qui luttent pour ne pas crever sous la botte de Poutine et aux opposants russes à la guerre qui risquent leur vie. La lutte contre le dictateur russe ne pourra être menée à bien que par la fraternisation des peuples et des travailleurs de Russie et d'Ukraine, pas par les états-majors occidentaux. Nous refusons la militarisation du monde et l'escalade guerrière, les mouvements de troupes de l'Otan et l'augmentation des budgets militaires.

Du pipeau

Dans la lettre d'information qui accompagne la feuille de paie, le directeur pense que les métiers du sanitaire et du médico-social sont attractifs. Il reconnaît néanmoins qu'il est nécessaire de faire des efforts sur les conditions de travail pour que chacun puisse avoir une vie privée de qualité tout en travaillant. Et pour nous convaincre que, finalement,

tout ne va pas si mal, il nous fournit les témoignages de certains agents, triés sur le volet, qui nous dressent un tableau idyllique de l'hôpital. Mais alors pourquoi est-ce que tout le monde s'en va et que, selon Sud, 17 départs ont eu lieu notamment au service B ? Il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir.

Et les restrictions continuent !

Le CHN ne profitera pas d'une augmentation de son budget cette année alors que tout augmente. Pas de vraie politique d'embauche, pas d'augmentation de la masse salariale... Le gouvernement, pourtant alpagué de nombreuses fois sur le triste état des hôpitaux, ne juge pas nécessaire d'investir dans la santé. Le CHN manque de personnel, gèle des lits pour ne pas dire qu'il les ferme. Un changement de cap ne peut venir que de notre colère et le mouvement sur les retraites est un moyen de faire reculer le gouvernement, aussi sur les salaires et les embauches.

Une situation toujours très tendue.

La cadre supérieure du service A a lancé un appel de détresse pour les Rosiers. Avec six postes vacants, l'unité est en très grande difficulté. Et pour les patients, cela n'est pas très sécurisant d'avoir à faire tous les jours à des soignants différents. Comme la direction ne veut pas voir que les collègues fuient le CHN, elle généralise les heures supplémentaires et même désormais l'intérim. Ce n'est pas, comme le dit l'encadrement, une situation exceptionnelle mais un nouveau mode de fonctionnement : faire travailler plus ceux qui restent, quitte à payer des heures supplémentaires.

Une mobilité durable

La direction nous informe que l'on peut recevoir une indemnité si l'on covoiture. C'est ce qu'elle appelle « le forfait de mobilité durable ». Avec le manque de personnel, les heures supplémentaires à droite et à gauche, les renforts... Bientôt on saura le matin ou on travaille la journée. Peut-être aura-t-on une prime de mobilité durable pour travailler dans un pavillon différent chaque jour !

Des intérimaires au CHS

C'est donc officiel, la direction a annoncé le recours à du personnel intérimaire dans les services pour faire face à la pénurie. Bien sûr, cela va nous permettre de souffler un peu, mais ce n'est pas une solution durable. Ce qu'il faut, c'est une vraie revalorisation des salaires et des conditions de travail acceptables.